

Jacques Bidet (août 2002)

**L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu.
Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey**

A paraître dans *La Pensée*, 2003

J-M Harribey¹ engage la bataille contre l'opinion ultralibérale selon laquelle, dans nos sociétés, le travail du secteur public non marchand, payé par des « prélevements obligatoires », pèserait dans cette mesure sur la production et devrait donc être réduit au minimum. Il entreprend de montrer le caractère proprement « productif » de ce travail, en tant qu'il crée de la richesse. Il me semble qu'il a parfaitement raison. Et c'est là, du reste, un thème central du socialisme et du communisme : la production de richesse n'est pas marchande par nature. Je ne puis cependant le suivre dans son mode d'argumentation, qui s'écarte de l'analyse marxiste traditionnelle. Celle-ci me semble en effet sur ce point cohérente. Mais cela ne signifie pas qu'elle soit à la hauteur du problème posé. Je voudrais donc tenter de circonscrire par d'autres moyens la carence que le travail de J-M Harribey contribue à mettre en lumière.

I. J-M Harribey avance que, dans le contexte des services publics, « la force de travail ne s'échange pas contre du revenu qui est prélevé mais qui est produit" (p. 33), qu'elle ne s'échange pas contre les valeurs prélevées par voie fiscale sur la production nationale, mais contre le « revenu » que son travail engendre. Il oppose sa thèse tout à la fois à la conception libérale et à celle du marxisme « orthodoxe ». Selon celle-ci, en effet, la force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt. D'autre part, elle produit des *richesses*, ou valeurs d'usage, qui « reviennent » aux consommateurs (collectifs ou individuels) de ces biens non marchands. Mais ces travailleurs, pas plus que les autres salariés, n'échangent pas leur forces de travail contre la valeur qu'ils produisent, ni contre une valeur ou un « revenu » équivalent.

La stratégie de J-M Harribey repose sur un élargissement du concept marxien de « valeur », de façon à ce qu'il englobe certaines activités non-marchandes. Il distingue ainsi, p. 35, deux sortes de valeurs d'usage produites : les « valeurs d'usage non monétaires » (comme dans la production domestique) et les « valeurs d'usage monétaires ». L'innovation terminologique et conceptuelle qu'il propose consiste dans cette notion de « *valeur d'usage monétaire* », qui engloberait des « valeurs d'échange » (ou marchandes), et les « valeurs non marchandes ».

Or une telle notion n'a manifestement pas sa place dans la grammaire de Marx. Pour lui, le *travail en général* produit censément des richesses ou valeurs d'usage. Dans le contexte *marchand en général*, le travailleur produit des marchandises, qui possèdent une valeur d'usage et une valeur d'échange (pour la détermination de laquelle il a construit sa « théorie de la valeur », qui renvoie au temps de travail socialement nécessaire). Dans les rapports *marchands capitalistes*, le salarié – qui, en tant qu'il produit des marchandises, « produit de la valeur » – produit de la plus-value : il produit plus de valeur que n'en possède sa propre force de travail (soit plus que la valeur de ses biens-salaires). Ce qui ne veut pas seulement dire qu'il travaille plus longtemps que le temps nécessaire à la production de ceux-ci – ce qui est aussi le cas des fonctionnaires en général – mais que le surplus est directement approprié par

¹. Voir son article « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, N° 330, avril-juin 2002, pages 33 à 46.

le capitaliste, sous la forme abstraite de l'argent, la forme monétaire. Mais le travail qui ne produit pas de marchandise ne saurait « produire de la valeur ». Le concept marxien de valeur est en effet précisément construit pour la théorisation des rapports *marchands* de production : de leur logique productive spécifique.

Les *marchandises* ont par définition une « valeur monétaire », puisque la catégorie marxienne de valeur suppose celle de prix. Et l'on sait que des biens non marchands, et même des biens non produits, tels que la terre, peuvent, dans le contexte capitaliste, être affectés d'un « prix ». En ce sens « second », *analytiquement* dérivé (car Marx dérive le prix de la terre du taux d'intérêt, et par là des mécanismes marchands du capitalisme, et donc de sa théorie de la valeur), on pourrait les qualifier de « valeur d'usage monétaire ». Mais l'innovation terminologique vise un tout autre champ d'application : il s'agit de montrer que les *salaires payés* aux fonctionnaires « créent » la « valeur monétaire » à laquelle la collectivité *achète les services* publics non marchands. Ces salaires (plus les équipements requis) mesureraient censément « la valeur monétaire » des services publics. Cette conception ne me paraît pas *analytiquement* dérivable des concepts premiers de Marx, ni compatible avec eux.

J-M Harribey réagit certes contre l'idée, qu'il dit à juste titre absurde, selon laquelle « l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net » (p. 36). C'est-à-dire contre l'idée selon laquelle, dans la production nationale, on ne devrait compter que ce qui vient du travail productif de marchandises, soit le seul produit de l'économie marchande, sur lequel la part servant à payer les fonctionnaires serait prélevée. Supposons, dit-il, que la propriété privée des moyens de production tende vers 0, alors il n'y aurait plus rien à prélever. « Ne subsistent alors que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut trouver une solution logique, reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu » (p. 36).

Mais cette solution, il la trouve dans l'idée que ces services sont d'abord produits avant d'être payés. Le paiement de l'impôt exprime, dit-il, l'accord de la population pour que soient assurés les services d'éducation, etc. La société, p. 39, confère une « valeur monétaire » aux services publics (« valeur d'usage sans valeur marchande », p. 45) « par le seul fait que leurs producteurs perçoivent des salaires monétaires ». Ce qu'on peut résumer ainsi : « Valeur (monétaire) du produit », le service public = « Valeur (monétaire) du salaire » des fonctionnaires, « contrepartie » (p. 39) des services publics produits.

Cette solution s'oppose à celle de Marx, selon laquelle le salaire correspond non à la valeur du produit, mais à celle des biens-salaires. J-M Harribey parle, il est vrai, du paiement de la « force de travail » (et non du travail). Mais il ne suffit pas d'employer l'expression pour que le concept fonctionne effectivement *à la Marx*. Au concept marxien de salaire comme « paiement de la force de travail » (en échange d'une valeur monétaire correspondant aux biens-salaires), J-M Harribey substitue en réalité subrepticement celui de « *paiement du travail* », déguisée sous celui de *paiement d'un service*. Car c'est bien à cela que revient l'idée que la « force de travail » des fonctionnaires s'échange contre le « revenu » qu'ils produisent, – où le « revenu » désigne la forme monétaire du « produit ». La thèse, reprise p. 39, est très claire : la force de travail s'échange « contre du revenu *qui n'est pas prélevé mais produit* ». Or elle revient, très précisément, à inverser les termes que Marx désigne respectivement l'apparence et l'essence : apparemment, dit en somme J-M Harribey, l'Etat paie la force de travail, en réalité il *paie le travail*, puisqu'il paie le service (public) rendu, « valeur d'usage monétaire non marchande ». Marx, on le sait construit sa théorie sur la thèse inverse : ce qui est payé, c'est la « force de travail », et non du travail. Et c'est là le fondement de son concept d'exploitation, d'accumulation, etc.

Les métaphores de l'engendrement et de la création qui fonctionnent tout au long de

l'article (ainsi, p. 39 : « c'est la dépense publique qui engendre l'impôt *via* le revenu net additionnel qu'elle crée et non l'inverse ») génèrent, me semble-t-il, une certaine confusion. Elles cachent le fait que la voie proposée n'est pas seulement différente de celle de Marx, mais incompatible avec ses concepts marxistes. Au sens où Marx emploie ces termes, les services publics gratuits constituent bien des « richesses » et l'on sait comment se détermine la « valeur », au sens marxiste, des inputs nécessaires à leur production. Cette valeur, c'est bien celle que la « collectivité » (reste à savoir ce qui se cache sous ce terme) consent pour la jouissance de ces services. Elle constitue, en ce sens, le « prix de ces services ». Mais ce « prix » (outre celui des « équipements ») est celui payé pour l'achat de la « force de travail », pour son emploi, c'est-à-dire pour son utilisation en tant que productrice de service. Il permet à l'Etat entrepreneur de mobiliser productivement cette force de travail pour la production du service. Mais, pour ce faire, cet Etat, tout comme le capitaliste, *paie des salaires et non le produit du travail* du salarié, en l'occurrence le service produit, qu'il met à la disposition (éventuellement gratuite et en tout cas selon des règles non strictement marchandes) du public, alors que le capitaliste le vend au prix du marché. Le salaire de l'enseignant public ne mesure pas plus la « valeur monétaire » (non marchande) du service qu'il rend, que le salaire de l'enseignant privé ne paie la « valeur monétaire » (marchande) de ses prestations. Ce sont toujours les forces de travail qui sont payées, jamais les services, jamais le travail.

J-M Harribey a mille fois raison de développer l'idée que les services publics sont créateurs de richesse et comptent dans la « production nationale », laquelle n'est pas seulement marchande, et donc aussi dans la consommation nationale, et en ce sens dans le « revenu » national. Un tel travail produit des richesses, qui, affectées par l'Etat, « reviennent » à tel ou tel consommateur collectif ou individuel. Mais cela ne permet pas de parler d'un travail « créateur de revenu », p. 39. Car cette catégorie de « revenu », relevant de la distribution, n'a pas sa place dans l'analyse de la production (de la « création »). L'expression « créateur de revenu », aussi irrationnelle que celle de « paiement du travail » (dont elle tient lieu), occulte cette distance entre la production de valeur et sa rémunération que Marx appelle « exploitation ». L'approche de J-M Harribey interdit du reste, me semble-t-il, de poser comme elle doit l'être la question de l'exploitation des fonctionnaires : ils sont censément payés pour leur produit à sa « valeur (non marchande) ».

II. Un mot de l'argumentation keynesienne par laquelle J-M Harribey étaye sa thèse. Il oppose une formulation « historique », selon laquelle les services publics sont supposés payés par des impôts antérieurement collectés, et une formulation « logique » qui manifeste qu'ils le sont après coup. Il s'agit là plutôt, me semble-t-il, de deux historiques, référables à deux logiques d'ordre différent. La problématique de l'anticipation à *la Keynes* est évidemment incontournable. Pour ce qui est de l'analyse de la production marchande, elle « retourne », comme dit Jean-Marie Harribey, une forme d'exposé à *la Marx* qui suppose que l'on achète la « force de travail » avant qu'elle ne produise, c'est-à-dire qu'on la compte parmi les facteurs acquis par l'entrepreneur pour la production, et spécifiquement pour la production d'une plus-value. Cette forme d'exposé à *la Marx* reste requise pour l'analyse du « procès de production proprement capitaliste ». Elle n'en est pas moins, du fait de sa référence à l'existence d'un capital monétaire, compatible avec l'exposé en anticipation, à *la Keynes*. Mais celui-ci n'annule pas l'analyse qui montre que ce qui est payé c'est la force de travail, et non le travail, et qu'elle doit être payée comme telle, serait-ce après-coup, pour que s'effectue la production salariale. En retournant cette fois les termes de J-M Harribey, je dirais que la forme « historique » keynesienne de l'exposé (qui est significative de la dynamique micro-économique du marché et de l'administration) ne doit pas se substituer à la forme « logique » marxienne (significative de la dynamique « macro-économique », au sens de relative au rapport de classe). On se rappelle en effet que Marx, au début de la VI^e Section du *Capital*,

dans la liste des illusions qui font croire que ce qui est payé, c'est le travail et non la force de travail, compte le fait que le salaire est versé après coup... Il s'agit certes ici d'autre chose : du versement de l'impôt qui servira à payer les salaires. Et il ne s'agit pas « d'apparence ». Mais curieusement l'argument en est pris pour faire valoir que c'est le *service* qui est payé, puisque le revenu qu'il représente est commensurable au salaire du fonctionnaire, ce qui exclut que ce soit la *force de travail*. Sauf à poser que celle-ci est rémunérée à la mesure de ce qu'elle produit. Ce qui n'est pas cohérent avec l'analyse de l'exploitation.

III. Venons-en maintenant au caractère problématique de l'analyse marxienne. Elle manifeste certes le caractère productif de richesse du travail public non marchand. La production de marchandises trouve dans les services publics (tout comme dans le travail domestique, qui ne donne même pas lieu à rémunération) des facteurs gratuits de la productivité qu'elle requiert. En ce sens donc, elle « compte » par là ces services dans la production nationale (en ce qu'ils abaissent la « valeur », au sens marxien, des marchandises, notamment de la force de travail). Et sans qu'il soit pour cela nécessaire d'imputer au travail qui les produit la faculté, énigmatique, de « produire un revenu ». Mais, à l'instar de l'analyse « libérale, c'est *dans la perspective marchande* qu'elle envisage la richesse produite par le travail non marchand, soit en fonction de son impact sur la production marchande. Et plus précisément sur la production capitaliste (qui exige des travailleurs instruits, en bonne santé, etc.).

En ce sens donc, J-M Harribey touche, à mon sens, un vrai problème. Reste à examiner les termes de la solution qu'il propose. Il me semble qu'il néglige le fait que la question de la valeur n'est pas seulement celle de sa *grandeur*, mais, comme Marx y insiste constamment, celle de sa « *forme* » sociale, c'est-à-dire de la nature des mécanismes sociaux dans lesquelles elle se développe et qui font qu'une richesse est produite et validée comme « valeur ». C'est pourquoi on ne peut se contenter d'un outil quantitatif d'homogénéisation, celui de « revenu », ou encore celui de « produit », pour articuler les deux champs considérés : celui de la production marchande et celui de la production publique non marchande. La théorisation ouverte par Marx interdit d'additionner purement et simplement les entités, hétérogènes, relevant des deux champs ainsi constitués.

Il est cependant indispensable d'articuler ces deux registres. Et J-M Harribey me paraît, par tout un aspect de son argumentation, aller dans la bonne direction quand il invite à considérer la question de la *validation*. Laquelle me semble pourtant devoir être prise en un sens plus général que dans son emploi standard. La relation entre ces deux ordres de production (marchand et non marchand) ne peut en effet apparaître que par le recours à des concepts généraux qui leur seraient communs, et qui permettent de les distinguer et de les rapporter entre eux en tant que « formes sociales » distinctes.

Ces concepts ne peuvent concerner la production capitaliste seulement en tant que telle (en tant que production de plus-value), mais d'abord en tant que marchande, c'est-à-dire en tant qu'elle est production rationnelle de valeurs d'usage dans un temps déterminé dans le contexte de la propriété privée (c'est-à-dire de la concurrence, etc.). Et c'est bien l'objet de la théorie marxienne de la valeur, laquelle s'entend dans le contexte d'une « forme sociale » déterminée : le rapport marchand de production (historiquement transitoire). Elle implique l'agent rationnel qui se trouve devant la nécessité de produire une marchandise *validée comme valeur* (et donc aussi comme valeur d'usage) *sur le marché*, c'est-à-dire d'affronter les épreuves de la réalisation, ... et celles de la production. En tant que cet agent est le capitaliste, il ne peut employer la *force de travail* à produire des marchandises que dans la perspective et selon la « logique » (abstraite et destructive, et dans cette mesure contre-productive : mais ce n'est pas là immédiatement notre sujet) de la production de plus-value. La catégorie marxienne de « valeur » connote cette logique, marchande-capitaliste, dans son ensemble.

Mais son lieu logique est le rapport marchand comme tel. C'est pourquoi la tradition marxiste a fortement résisté à utiliser le terme de valeur hors de ce contexte.

On se rappelle aussi pourtant que une question analogue à celle à laquelle répond le concept de valeur s'est naturellement trouvée au centre des problèmes d'une économie planifiée. Mais on ne saurait la cantonner à « l'épisode » soviétique. Car il s'agit bien d'affronter en général la question de « la validation » de la production en dehors de sa « forme marchande ». Et cela selon ses deux volets. La *réalisation* ne pose pas dans les mêmes termes que sur le marché, puisque l'Etat anticipe censément les besoins et l'attribution des produits. Reste que le problème, au-delà du possible gaspillage, est celui de la pertinence sociale, comme fins et comme moyens, des besoins anticipés et sélectionnés. Quant à la *production* effective du service comme valeur d'usage, elle n'est pas nécessairement plus assurée dans le cas de l'emploi d'une force de travail par la puissance publique que par un entrepreneur privé. A cet égard, la formule de J-M Harribey, « la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective » (p. 37), me semble insuffisante. Le marché en général définit (dans les limites et les contradictions qui sont celles du capitalisme) les contraintes dans lesquelles se déterminent et se valident des grandeurs produites. La forme publique non marchande de production comporte nécessairement d'autres dispositifs tendant à la validation de la production (qui, pour autant qu'il s'agisse de service, est simultanément consommation), à l'emploi rationnel des forces de travail. Mais, là non plus, rien n'est assuré. On dira que la preuve de leur reconnaissance comme valeur d'usage tient à ce qu'on les paie. La remarque n'est pas sans valeur. Mais elle est trop générale. Car il reste naturellement à savoir par qui et comment sont mis en œuvre les objectifs et moyens de la production publique non marchande, de quelle façon s'exerce la « contrainte de productivité », l'efficacité sociale qu'elle requiert.

Bref, il y a, me semble-t-il, dans le travail de J-M Harribey, une triple intuition. Il faut considérer *pour lui-même* le travail non marchand, et non seulement dans son rapport au travail marchand, c'est-à-dire dans la seule relation entre ce qu'il prélève sur la production marchande et ce qui lui apporte en termes de productivité. Cette considération doit donc aboutir à la détermination des *grandeurs*, significatives du rapport entre le travail social, mesuré dans sa quantité, et le résultat social, apprécié comme valeur d'usage de grandeur déterminée (on doit prendre en « compte » le produit du travail non marchand). Cela requiert une analyse de la « forme » sociale, c'est-à-dire notamment de la « logique » qui préside à sa *validation*. Je mets seulement en cause – en ce qu'elle demande à la conceptualité de Marx ce que celle-ci ne peut lui fournir – la construction théorique que J-M Harribey propose en réponse aux questions qu'il fait surgir : soit l'idée que l'on puisse faire la « somme » des « valeurs » produites dans ces deux rapports sociaux distincts en les saisissant dans leur forme monétaire², et surtout en créditant la valeur des services d'une grandeur mesurée (au-delà des coûts d'équipement) par les salaires auxquels ils donnent lieu.

Ce n'est pas qu'il soit rigoureusement interdit de parler de « valeur » hors du contexte marchand. J'ai moi-même en sens proposé un concept « faible » de valeur pour signifier que dans tous les contextes de coopération sociale se pose le problème de la validation des travaux : à quelles conditions les travaux divers peuvent-ils être comptés comme contribuant à la richesse créée en commun ? C'est là une question posée à toute société, et à laquelle toute société répond, en tant qu'elle s'inscrit dans des rapports de production déterminés, avec leurs contraintes, privilèges, modes de contrôle, principes de répartition, normes juridiques et représentations idéologiques, etc.

Il me semble que pour appréhender cette question dans les termes dans lesquels elle se pose spécifiquement à la société moderne, il faut la reprendre de beaucoup plus haut, donc

². Ce qui n'est pas sans rappeler l'entreprise néo-ricardienne des années 70, celle de la « production des marchandises par des marchandises », où la « force de travail » devenait un input homogène aux autres par le seul fait qu'elle n'était appréhendée qu'en tant que dotée de son prix.

engager une analyse qui dépasse les limites du présent article, qui n'a pas la prétention d'en explorer tous les tenants et aboutissants. Il conviendrait de partir du fait que le capitalisme repose sur l'articulation des deux modes de coordination sociale du travail polairement opposés que sont le marché et l'organisation, – en référant cette vue « institutionnaliste » aux réquisits posés par Marx dans sa théorie de la valeur. Dans cette perspective, l'organisation n'est pas par nature un auxiliaire du marché (soit comme firme sur le marché ou comme capacité d'organisation du marché, etc.), mais représente une catégorie de même rang épistémologique et une forme sociale homologue. Elle est donc aussi capable, comme le revendiquent depuis leur origine le socialisme et le communisme, de produire par elle-même de la richesse sociale. Et, quand elle se manifeste dans sa forme autonome, comme dans les services publics non marchands, on ne peut non plus – sous prétexte qu'elle se relie au marché par le fait que les forces de travail concernées s'y reproduisent (pour une part) par des marchandises et que le produit influe sur la production marchande – se contenter de la considérer comme un simple service externe du marché, dont la productivité serait à mesurer à l'aune de ce qu'il apporte à celle-ci. Elle intervient, comme le montre paradoxalement en négatif la prétention ultra-libérale de tout privatiser, comme une alternative, dont on peut au minimum argumenter qu'elle est pour des valeurs d'usage déterminées, à commencer par l'éducation et la santé, socialement (économiquement) plus rationnelle. *La considération des grandeurs s'opère ainsi d'abord par voie comparatiste*. Mais la liste des champs à considérer est *a priori* ouverte à toute production de valeur d'usage. Ouverte à une détermination et production communes des fins et moyens sociaux en général. La comparaison tournerait sans doute totalement à l'avantage de la production non-marchande, qui renvoie à une proximité démocratique (du fait du caractère public du contrôle, de la détermination potentiellement commune des objectifs, des règles, etc.), si celle-ci, loin d'être seulement un « non-quelque chose », n'avait aussi sa forme spécifique, celle de l'organisation, laquelle présente aussi, à l'instar du marché, son potentiel propre d'improductivité sociale, non seulement au regard de sa rationalité (limitée), mais aussi des asymétries sociales qu'elle est susceptible d'induire, par quoi elle figure aussi, à côté du marché, dans le rôle de facteur de classe.

Ces considérations n'orientent nullement vers une sorte de « troisième voie », vers un optimum constitué par de la combinaison rationnelle entre plan et marché. Mais au contraire vers un combat sur tous les terrains, vers l'idée que la défense des services publics, la critique du marché (la lutte contre la privatisation) n'acquiert toute sa puissance que liée à la critique de « l'organisation » (concept que les marxistes ont de la peine à reconnaître dans sa position théorique qui est égale à celle du « marché »), non seulement comme bureaucratie, mais comme instance de reproduction des rapports de classe. Par le développement des services publics ou des relations non marchandes (comme celles qu'a, selon l'analyse de B. Friot, constitué le « salariat »), la force de travail, dans la mesure (si partielle soit-elle encore) où elle se reproduit par voie non marchande, dépasse d'autant son statut de simple « marchandise ». Et ce terrain, en raison de son caractère public, ouvert aux risques de la « communication » – on entend par là la critique sociale – est le plus favorable à l'émancipation commune, aux « valeurs » culturelles, écologiques, démocratiques. Le communisme, serait-ce sous la forme préliminaire des services (vraiment) publics gratuits, vaut pour lui-même. Et non seulement pour services rendus au marché capitaliste. J-M Harribey note très justement, p. 42, que le travail éducatif constitue une richesse incorporée dans la force de travail, inséparable de celle-ci.

Ici en effet s'ouvrirait un nouveau chapitre concernant la question de savoir dans quelles conditions cette richesse peut se faire « valoir ». En ce sens, J-M Harribey a raison d'orienter la réflexion vers une « nouvelle conception de la richesse ». Il y a en effet beaucoup à faire. On se rappelle la phrase fameuse par laquelle commence *Le Capital* : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une

‘immense accumulation de marchandises’. L’analyse de la *marchandise*, forme élémentaire de cette richesse, sera, par conséquent, le *point de départ* de nos recherches ». Première phrase, première erreur, si du moins on se représente que cette notion de richesse constitue le dernier mot de la science. Car, à mesure qu’apparaît une richesse publique non marchande, émerge au sein même du capitalisme – potentiellement du moins, car il reste à savoir comment est produite, administrée et distribuée cette richesse supposée publique et collective –, l’annonce d’une autre forme de société. Et il n’est pas sûr que le dispositif conceptuel élaboré par Marx permette de venir à bout de ce problème. Tout porte à penser qu’un débat va à nouveau s’ouvrir non seulement autour du *Capital* de Marx, mais aussi les questions qu’il a contribué à faire naître, et pour lequel, en l’état, il ne fournit pas de réponse³.

³. Je me permets de renvoyer aux chapitres « Travail productif et improductif » et « Valeur et prix de la force de travail » dans *Que faire du Capital ?*, PUF, 2000, pages 102 à 117 (dans la thèse, dont ce livre est tiré, je consacre de longs développements à la critique des analyses proposées sur ces questions dans les années 1960 à 80, de Ch. Bettelheim à N. Poulantzas, J. Nagels, E. Terray, etc.). A l’article qui porte le même nom dans le *Dictionnaire critique du marxisme* de G. Labica et G. Bensoussan, PUF. Au thème marché / organisation développé tout au long de *Théorie Générale*, PUF, 1999. Ainsi qu’à mon livre *Explication et reconstruction du Capital de Marx*, à paraître aux PUF en 2003, notamment § R. 112, La production non marchande (publique).

Réponse à la note de Jacques Bidet
« L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu.
Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey »

Jean-Marie Harribey

A paraître dans *La Pensée*, 2003

La note rédigée par Jacques Bidet à propos de mon texte publié dans *La Pensée*⁴ répond tout à fait au souhait que j'avais exprimé : voir la discussion s'ouvrir sur une question qui, d'une part, est laissée en friche alors que le libéralisme fait son miel de la délégitimation des services non marchands au profit d'une marchandisation généralisée des activités humaines, et, d'autre part, empoisonne la théorie marxiste traditionnelle car elle la prive d'une capacité d'intervention théorique et politique cohérente. La note de J. Bidet salue la démarche que j'ai entreprise mais est critique vis-à-vis de mon argumentation. Elle est pour moi très précieuse car elle m'oblige à préciser certaines choses que j'avais, à tort, volontairement ou non, laissées de côté, suscitant certaines ambiguïtés ou malentendus. Néanmoins, je vais essayer de montrer pourquoi, sur le fond, la critique de J. Bidet ne me convainc pas et ne me semble pas en mesure de répondre aux apories de la théorie libérale dominante, desquelles n'est pas très éloignée sur le point discuté la théorie marxiste véhiculée par l'orthodoxie – pratiquement depuis la mort de Marx – dont on ne pourra sortir qu'en acceptant de revisiter l'économie politique et sa critique.

Je commence par résumer les points principaux de mon argumentation. Premièrement, la définition du travail productif n'a de sens que relative aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital. Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. Deuxièmement, la présentation habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, aboutit à une impasse logique qu'un raisonnement du type « passage à la limite » permet de mettre au jour. Si la proportion de la production pour le capital tendait vers zéro et qu'au contraire celle de la production maîtrisée par la collectivité tendait vers un, dirait-on que celle-ci est financée par prélèvement sur la première en voie de disparition ? Troisièmement, je propose de dépasser cette contradiction en montrant que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

J. Bidet m'adresse trois reproches essentiels. Le premier est que j'aurais abusivement élargi le concept de valeur qui ne pourrait porter que sur les marchandises. Le second est que j'aurais abandonné – pour ce qui concerne la sphère non marchande – la théorie selon laquelle ce n'est pas le travail qui s'échange contre un salaire mais la force de travail. Ainsi, j'aurais substitué subrepticement la notion de salaire rémunérant un service à celle de salaire rémunérant la force de travail, en l'occurrence celle des salariés de la sphère non marchande. La troisième critique consiste à réfuter l'idée que le travail puisse être considéré comme producteur ou créateur de revenu, cette dernière catégorie relevant de la distribution.

⁴ . J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, n° 330, avril-juin 2002, p. 33-45.

Elargir le concept de valeur ?

Le schéma 1 que j'ai proposé dans *La Pensée* a pour but de dissiper tout malentendu. Ma thèse est que, lorsque Marx analyse le capitalisme et parle de production de valeur, tout comme lorsqu'il parle de travail productif sans autre précision, il s'est placé dans le cadre du modèle abstrait du capital où bien sûr il ne reste plus que la catégorie production de valeur pour le capital. C'est tout le sens du début du *Livre I* du *Capital*. Mais lorsqu'on analyse une formation sociale concrète, on est bien obligé de tenir compte de l'ensemble des rapports qui existent ou subsistent à côté du rapport social fondamental capitaliste. Donc je n'élargis pas le concept de valeur, je tiens compte de l'imbrication de ces différents rapports. A un moment donné, dans une société dominée par le capitalisme, il y a de la valeur produite pour le capital par la force de travail salariée (cette valeur est monétaire et marchande), il y a de la valeur produite pour elle-même par la force de travail indépendante (elle est également monétaire et marchande), et il y a des services monétaires non marchands. La question est de savoir si on a le droit de qualifier ces derniers de « valeur » monétaire non marchande. Toute valeur est monétaire (sur ce point, tous ceux qui se réclament de Marx sont aujourd'hui d'accord). La réciproque est-elle vraie, c'est-à-dire toute expression monétaire est-elle valeur ? Non, répond J. Bidet puisqu'il dénie aux services non marchands ce caractère. Je réponds oui, au nom de la thèse selon laquelle la marchandise est une forme de la valeur et la monnaie en est une autre, la plus abstraite car elle est de la valeur par excellence puisque déjà *réalisée*. J'avais d'ailleurs, dans l'article de *La Pensée*⁵, attiré l'attention sur le fait que la question débattue renvoyait au statut de la monnaie. Il n'est pas sûr que la monnaie soit encore aujourd'hui bien intégrée au schéma marxien par tous les marxistes. D'où l'importance d'aller voir ce qui se passe du côté de chez Keynes, j'y reviendrai.

Abandon du concept de force de travail ?

La critique portée par J. Bidet concernant mon éventuel abandon du concept de force de travail est importante. Si tel est le cas, je devrai réviser mon jugement ou en tout cas cesser de vouloir intégrer ma thèse à l'intérieur du schéma marxien. Précisons que n'est pas en question l'échange de la force de travail contre salaire au sein de la sphère capitaliste. Il s'agit de savoir si l'emploi du concept de force de travail est compatible avec l'idée que les salariés (et non pas les salaires, comme me le fait dire J. Bidet, sans qu'on trouve trace dans mon texte d'une telle formulation qui serait curieuse) de la sphère non marchande produisent la valeur qui les rémunérera. L'argument de J. Bidet est le suivant : la preuve que ma thèse est fautive tient dans le fait que les salariés de la sphère non marchande reçoivent la totalité de ce qu'ils ont produit puisque, par définition, la production nette non marchande est évaluée par son coût en salaires, étant entendu que l'Etat ne réalise pas de profit. Autrement dit, parce qu'il n'y a pas exploitation au sens marxien du terme (pas de prélèvement de plus-value), il n'y aurait pas de valeur produite. Cette « preuve » est facilement réfutable car il existe des contre-exemples. Prenons d'abord le cas du travail indépendant, producteur de valeur marchande, à qui revient la totalité de la valeur du produit, bien que celle-ci excède le plus souvent la quantité nécessaire à l'achat de biens de consommation par le producteur, lui permettant au moins de renouveler son outil de travail ; ici, valeur mais point de force de travail salariée ni d'exploitation. Le cas de la sphère non marchande présente un point commun et une différence : pas d'exploitation mais force de travail salariée. On est donc ramené à la discussion précédente sur la catégorie valeur. Je considère que la spécificité du rapport salarial hybride constitué par le cas de la sphère non marchande réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait plus-value pour qu'il y ait valeur, sauf bien sûr si l'on parle de valeur

⁵ . P. 42.

produite pour le capital. Mais dans ce dernier cas, il n'y a même pas besoin de discuter car nous sommes d'accord. Sur le point qui nous sépare, en termes logiques, la condition nécessaire pour qu'il y ait plus-value est qu'il y ait valeur (plus-value \Rightarrow valeur) mais je pense que la réciproque n'est pas vraie (on ne peut pas écrire plus-value \Leftrightarrow valeur).

J. Bidet affirme que les fonctionnaires (comme tous les salariés) travaillent plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens salaires qui leur sont nécessaires. Si on le suit, il faut en tirer la conclusion qu'ils effectuent donc un surtravail. Mais où est la plus-value prélevée par l'Etat et correspondant à ce surtravail ? Il y a là, me semble-t-il, une contradiction. S'ils sont exploités au strict sens marxien du terme, c'est qu'ils produisent une valeur que J. Bidet nie. N'y a-t-il pas là une nouvelle contradiction ? Si l'on met de côté ici le fait que la notion de salaire comme panier de marchandises est une notion classique mais en partie seulement marxienne car il faudrait y introduire le facteur rapport de forces, on est obligé pour sortir de ces contradictions d'admettre que les employés de l'Etat ne sont pas des salariés identiques à ceux employés par les capitalistes. Ils échangent leur force de travail contre un salaire qui, pour des raisons socio-institutionnelles elles-mêmes liées à un choix collectif et/ou à un rapport de forces dans la société, se trouve correspondre, *par convention sociale*, à l'évaluation monétaire des services nets rendus à la collectivité. Y a-t-il là un risque d'abandon du concept de force de travail ? Pas du tout. Il y a simplement la prise en compte du caractère particulier du rapport non marchand qui présente deux aspects originaux : le paiement du service est détaché de sa consommation individuelle et la force de travail n'y produit pas de plus-value appropriable. En d'autres termes, J. Bidet me reproche d'avoir une conception du salaire des fonctionnaires incohérente avec l'analyse de l'exploitation, alors que je me borne à constater que l'exploitation (au sens de prélèvement de plus-value) des fonctionnaires est introuvable. Contrairement à J. Bidet, je pense que la production non marchande n'est pas une « production salariale » à proprement parler car elle n'est pas conforme à la production salariale capitaliste. Peut-être même, pourrions-nous avancer vers l'idée que la force de travail dans la sphère non marchande soit une *pré-figure* d'une non marchandise.

La production de revenu ?

Les deux critiques de J. Bidet que je viens d'essayer de réfuter nous amènent au troisième problème. La catégorie de revenu « n'a pas sa place dans l'analyse de la production » me dit J. Bidet. Je plaide coupable. J'ai eu le tort de ne pas préciser suffisamment nettement que, lorsque je disais que le travail dans les services non marchands produisait le revenu qui allait le rémunérer, j'utilisais un vocabulaire typiquement keynésien dont l'introduction dans l'appareil théorique marxien ne pouvait pas manquer de susciter des malentendus et des réactions de rejet. La « création de revenu » doit être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national. Le terme de revenu que j'employais ne renvoyait pas à l'acceptation de Smith quand celui-ci traitait du travail du domestique s'échangeant contre du revenu. A parler de « création » de revenu, il n'y a pas le moindre danger métaphorique irrationnel comme le craint J. Bidet. Création, production, ajout de valeur sont strictement synonymes lorsque l'économie politique affirme que le travail « crée la valeur ». La discussion ne porte pas sur le verbe créer mais sur la valeur.

Aussi l'argumentation de J. Bidet m'a-t-elle étonné. Il m'accorde qu'il est absurde de considérer que l'action de l'Etat n'a aucune action sur le produit net, mais, selon lui, les salariés de l'Etat ne produisent aucune valeur nette. Il affirme que la théorie de Marx interdit d'additionner les entités relevant de deux champs distincts, le marchand et le non marchand, mais pourtant il pense qu'il faut compter dans la production nationale les résultats des deux activités. Il semble admettre avec moi l'idée que l'activité menée sous l'égide de l'Etat ajoute

quelque chose, mais il continue de parler de valeur prélevée. Sans doute pense-t-il que le produit national est composé de valeur (en provenance de la sphère capitaliste) plus des simples valeurs d'usage sans valeur (en provenance de l'Etat), mais il s'élève contre l'agrégation de grandeurs hétérogènes. Si la monnaie n'existait pas, on pourrait peut-être s'accorder sur cette hétérogénéité qui empêcherait l'addition, mais pourquoi l'idée d'hétérogénéité impliquerait-elle que l'une des deux grandeurs est financée par l'autre ? Je ne comprends donc pas cette série d'affirmations qui me semblent contradictoires entre elles.

Pourquoi tant d'insistance de ma part à vouloir inclure une partie de l'héritage keynésien à l'intérieur du schéma analytique marxien ? Parce que l'apport principal de Keynes est d'avoir approfondi, à son corps défendant d'ailleurs, certaines intuitions fécondes de Marx. La principale pour le sujet traité concerne la monnaie, et plus précisément la création monétaire. On se rappelle que sans création monétaire, il n'y a pas d'accumulation capitaliste macro-économique car il n'y a pas de profit possible sur le plan global. Mais surtout ici, la prise en compte de la création monétaire oblige à poser la question suivante : que devient la thèse du « prélèvement » lorsque la dépense publique est financée par création monétaire ? A mon avis, elle s'écroule. Autrement dit, cette thèse ne tiendrait au mieux que dans le cas d'une épargne (consentante ou forcée) préalable. Bref, les marxistes qui s'arcbutent sur la thèse du « prélèvement » ne peuvent pas faire autrement que de rejoindre la thèse selon laquelle c'est l'épargne qui engendre l'investissement. En cela, ils sont pré-keynésiens et plus proches de Say ou de Hayek que de Marx qui n'avait cessé de combattre les idées du premier. N'oublions pas que cette théorie de l'épargne a pour suite logique celle de l'effet d'éviction du privé par le public.

Enfin, et ce point est pour moi décisif, J. Bidet ne propose aucune réponse satisfaisante à la question : sur quoi le « prélèvement » est-il effectué ? « La force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt » écrit J. Bidet. Entendons-nous bien : je ne nie pas l'impôt, je demande sur quoi il est prélevé. Réponse sous-entendue de J. Bidet : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait silence total sur la question logique que j'ai posée et que j'ai rappelée plus haut : comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou plus, soit qui devrait résulter de ce prélèvement ?

Dissipons un éventuel malentendu. Le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que le travail affecté à l'activité A fait vivre l'activité B sans envisager la réciproque et encore moins l'interdépendance entre elles. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité (le classement matériel/immatériel ne recoupant pas celui privé/public ni celui marchand/non marchand). Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital qui en profite au passage n'implique pas l'idée que ce soit le marchand qui donne naissance au non marchand ; mieux, cela n'implique pas que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

Pour une discussion convergente

Le fond de cette affaire est bien dans le type des rapports sociaux qui préside à la production de valeur et à sa validation. C'est le point de départ de mon raisonnement, auquel J. Bidet donne quitus. L'articulation entre production et validation me paraît résider dans le fait monétaire. Non pas la monnaie considérée comme un « outil quantitatif d'homogénéisation » selon l'expression de J. Bidet, mais comme l'*institution sociale* sans laquelle, premièrement, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-

à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, deuxièmement, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est bien un opérateur social – et non « quantitatif », je le répète – d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien pour ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais hypothétique de l'anticipation (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. A ce sujet, J. Bidet écrit qu'une marchandise « est validée comme valeur (et donc aussi comme valeur d'usage) sur le marché ». Le « donc aussi » n'est-il pas erroné car n'est-ce pas exactement l'inverse : parce qu'elle trouve acquéreur pour sa valeur d'usage, la marchandise est validée en tant que valeur ? Marx disait que la valeur d'usage était une « porte-valeur ». Pour les services non marchands, l'adéquation entre l'anticipation et la validation pose évidemment les problèmes de la pertinence sociale du choix et de son caractère démocratique, comme le souligne J. Bidet, mais ce n'était pas l'objet de ma tentative théorique. La question abordée était celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante*.

Bien qu'il critique ma façon de théoriser la forme particulière du rapport non marchand prévalant sous la conduite de l'Etat, J. Bidet tente lui-même à la fin de sa note « l'articulation de deux modes de coordination sociale polairement opposés que sont le marché et l'organisation ». Il pourrait y avoir là un terrain de convergence ou en tout cas d'investigations proches. A la condition notamment de progresser dans une (com)préhension commune de la monnaie. Cela devrait être possible au sein de la recherche marxiste puisque la monnaie est le produit et le reflet des rapports sociaux. Le fait que les économistes néo-classiques ne pensent pas la monnaie devrait nous mettre la puce à l'oreille et nous aider à reprendre un programme de critique de l'économie politique.

15-10-2002

Réponse à la réponse de Jean-Marie Harribey (6 février 2003)

Jacques Bidet

Je remercie Jean-Marie Harribey d'avoir clarifié ses positions. Je reste sur les miennes. Je crois avoir montré 1) que la catégorie marxienne de valeur, relevant de la théorie du marché, ne peut qualifier le produit du travail des fonctionnaires, 2) que la catégorie marxienne générale d'exploitation, et donc de surtravail, s'applique néanmoins parfaitement à eux (je traite dans mon livre en préparation de l'exploitation du travail indépendant), 3) que la catégorie de « valeur monétaire » supposée homogénéiser les deux champs institutionnellement hétérogènes (en y définissant des « grandeurs » comptables et additionnables), nous ramène à la pensée « standard », ce que confirme, me semble-t-il sa réponse. On ne peut défendre les services publics et le socialisme sans engager une théorie de la « forme » sociale, comme dit Marx : c'est-à-dire de l'institution de la « forme publique », qui est une autre institution que le marché, – vaste programme.

Réponse à la réponse de Jacques Bidet (24 octobre 2003)

Jean-Marie Harribey

La thèse de Jacques Bidet peut être résumée en trois propositions :

1. La catégorie valeur ne s'applique pas au travail des fonctionnaires
valeur \neq travail des fonctionnaires
2. La catégorie exploitation s'applique au travail des fonctionnaires
travail des fonctionnaires \Rightarrow exploitation

Question : La catégorie exploitation (qui est une catégorie plus large que celle de plus-value : plus-value \Rightarrow exploitation) dérive-t-elle de la catégorie valeur ?

Pas nécessairement s'il s'agit par exemple d'un surtravail en nature (esclavage ou servage).

S'il s'agit d'un travail indépendant, il y a création de valeur sans plus-value.

S'il s'agit d'une force de travail s'échangeant contre salaire, alors valeur et exploitation s'impliquent réciproquement : valeur \Leftrightarrow exploitation

Donc, dans ce cas, la proposition 2 est identique à :

travail des fonctionnaires \Rightarrow valeur,

ce qui est contradictoire avec la proposition 1.

Il faut donc considérer la proposition 2 comme recevable, sous réserve de distinguer exploitation et prélèvement de plus-value, et la proposition 1 comme irrecevable.

3. « La catégorie valeur monétaire ne peut homogénéiser deux champs institutionnellement hétérogènes... »

Question : à quoi sert la monnaie alors ? à servir d'intermédiaire des échanges, dixit J.B. Say

« ...mais les services publics comptent dans la production nationale »

Question : qu'ajoute-t-on s'il s'agit d'un pur prélèvement ?

Je remercie Jacques Bidet pour la qualité du débat. Celui-ci a été utile car je modifie un point important de mon exposé. Au sens marxien, l'Etat ne prélève ni ne réalise aucune plus-value sur la force de travail qu'il emploie. En somme, la rupture smithienne entre travail commandé et travail incorporé est gommée puisque la différence entre travail incorporé et travail commandé représente la plus-value qui ici n'existe pas. Cependant, bien que ne produisant pas de plus-value, n'est-on pas en droit de se demander s'ils n'effectuent pas un surtravail, auquel cas il faudrait les considérer comme exploités ?

Un nouveau raisonnement du type passage à la limite peut nous mettre sur la voie. Supposons que l'Etat diminue les salaires des fonctionnaires. La nécessité de l'impôt s'amenuise et, pour un même travail et une même valeur d'usage produite, la valeur monétaire reconnue socialement et distribuée aux fonctionnaires diminue. A tout moment, l'égalité demeure entre le coût social et les salaires versés. Pour autant, on ne peut en conclure que ces salariés n'effectueraient jamais aucun surtravail, même lorsque leurs salaires tendraient vers zéro. Cette égalité toujours vérifiée vient de l'absence de rémunération du capital car ces services ne sont pas des marchandises. S'ils le devenaient, les capitalistes en tireraient profit.

Toutes choses égales par ailleurs, le prix socialisé des services publics est donc inférieur à ce qu'il serait si ces services étaient privatisés et marchandisés. Qui bénéficie de ce moindre coût monétaire social ou comment se répartit-il ? Cet avantage est à distinguer des avantages que l'activité non marchande engendre du fait qu'elle existe (qualification, santé de la main d'œuvre, etc. et externalités positives de toutes sortes) et qui se manifeste quel que soit le coût monétaire social. Donc, cet avantage lié au fait que ces services non marchands coûtent moins cher va à ceux qui devraient payer davantage d'impôts si la collectivité décidait de reconnaître à un niveau monétaire plus élevé les services non marchands et de mieux rémunérer les fonctionnaires.

On rejoint alors le raisonnement que tenait Marx à propos de la force de travail employée par le capital commercial. Avec cependant une grosse différence : cette dernière ne produit aucune valeur d'usage nouvelle et donc aucune porte-valeur pour le capital. Tandis que les salariés de la sphère non marchande produisent des valeurs d'usage pour la société et qui sont reconnues monétairement par celle-ci.